

Le Patriote Républicain

L'INTER-NATIONALE SERA LE GENRE HUMAIN !

Patriotisme ou internationalisme ?

L'idéologie dominante voudrait faire croire qu'il n'y a d'autre choix possible que de rallier l'UE supranationale au nom de l'ouverture celui de défendre la nation à la manière de l'extrême droite raciste !

Le marxisme, qui enseigne à discerner les réalités de classes par-delà les abstractions creuses, récuse cette alternative perverse dont le but est d'affirmer le monopole politique de l'UMPS et de son dangereux repoussoir lepéniste.

En réalité, il existe deux internationalismes : face à l'Internationale du grand capital, acharné à construire l'Empire euro-atlantique de Wall Street sur les ruines des nations souveraines, se dresse l'internationalisme des exploités et des peuples opprimés, dont l'intérêt est de résister solidairement à la mondialisation néo-libérale aussi barbare que régressive, qu'incarne le FMI de DSK.

De même, deux conceptions de la nation se font face : face au nationalisme xénophobe, antisocial et néocolonial, il existe un patriotisme populaire et républicain, celui des travailleurs de France qui défendent le « produire en France », la laïcité, nos services publics à la française, la République et l'indépendance de la France, quitte pour cela à sortir notre pays du broyeur de l'UE, et à mettre radicalement en cause la domination de l'oligarchie financière sur notre pays.

C'est une vieille affaire qui traverse toute notre histoire : de la bergère de Don Rémy aux ouvriers des FTP-MOI, en passant par les Sans-culotte de l'An II et par les Communistes insurgés contre le couple Bismarck Thiers, la nation populaire défend son pays tandis que l'aristocratie féodale ou financière, - de l'Évêque Cochon à Pétain en passant par les émigrés de Coblenz -, s'allie régulièrement à l'impérialisme étranger pour mater son propre peuple. Hideusement incarnée aujourd'hui par Sarkozy, cette oligarchie de l'argent démolit aujourd'hui son propre pays et elle va même jusqu'à sacrifier la langue française au « business-english », dans le but de s'intégrer à la « jet-set » euro mondialisée.

C'est pourquoi le PRCF ne renonce à rien de son identité révolutionnaire quand il associe le drapeau rouge des ouvriers au drapeau tricolore de 1789. Pour sauver la nation, le peuple travailleur, pas seulement les travailleurs salariés mais nombre de petits entrepreneurs, artisans, certains ruraux, doivent engager l'autre rupture : la rupture progressiste qui sortira la France de l'UE supranationale, renouera avec le progrès social de la ligne du CNR, quitte à briser la domination du grand capital et à renouer de nouveaux traités internationaux « tous azimuts ». C'est ainsi que les peuples latino-américains de l'ALBA dessinent aujourd'hui une alternative démocratique de portée mondiale en dénonçant et en brisant les traités néolibéraux concoctés par Washington. C'est pourquoi le PRCF est pleinement à l'aise dans l'A.R.P., aux côtés de démocrates et de patriotes non communistes. C'est en sortant la France de l'UE, en renouant avec les principes fédérateurs du CNR qu'émergera une Convergence Nationale Républicaine très large. Sur ces bases acceptables par les trois-quarts du peuple français, il est possible en se liant aux luttes sociales, de faire naître une véritable alternative de progrès, sans laquelle notre pays n'a pas fini de souffrir et de déchoir.

Georges Gastaud, philosophe, secrétaire national du Pôle de Renaissance Communiste en France



Dans ce numéro

[L'INTER-NATIONALE SERA LE GENRE HUMAIN !](#)

[La mise en garde prémonitrice du Général De Gaulle](#)

[LA LUTTE DE CLASSE A PRIS UN CARACTERE NATIONAL](#)

[Gaullistes : contribuer à l'union du peuple de France](#)

[Historique de L'Arc Républicain de Progrès](#)

[L'Union européenne est un dictature. Il faut impérativement en sortir pour s'en sortir !](#)

Depuis 2003, la France subit les injonctions de la Commission pour reculer l'âge de la retraite. Sarkozy, et Woerth ne font qu'obéir pendant que les socialistes se réjouissent de n'avoir pas à faire cette sale besogne.

EXIGEONS UN RÉFÉRENDUM POUR QUITTER L'UE, SAUVER LES AVANCÉES SOCIALES ET RELANCER L'ACTIVITÉ PAR LA CONSOMMATION.
(J.Y. CREVEL— RRG, Comité VALMY)



La mise en garde prémonitrice du Général De Gaulle

Dans son dernier livre, "Mémoires d'espoir" publié en 1970, le général De Gaulle mettait en garde les Européens et les Français contre une possible évolution technocratique d'une construction européenne réalisée contre la liberté et l'intérêt des peuples.

"Ainsi commencée, la mise en œuvre du Marché commun va donner lieu à un vaste déploiement d'activités, non seulement techniques, mais aussi diplomatiques. En effet, l'opération, indépendamment de sa très grande portée économique, se trouve enveloppée d'intentions politiques caractérisées et qui tendent à empêcher la France de disposer d'elle-même. C'est pourquoi, tandis que la Communauté se bâtit dans les faits, je serai, à plusieurs reprises, amené à intervenir pour repousser les menaces qui pèsent sur notre cause. La première tient à l'équivoque originelle de l'institution.

Celle-ci vise-t-elle - ce qui serait déjà beaucoup! - à l'harmonisation des intérêts pratiques des six Etats, à leur solidarité économique vis-à-vis de l'extérieur et, si possible, à leur concertation dans l'action internationale? Ou bien est-elle destinée à réaliser la fusion totale de leurs économies et de leurs politiques respectives afin qu'ils disparaissent en une entité unique ayant son Gouvernement, son Parlement, ses lois, et qui régira à tous égards ses sujets d'origine française, allemande, italienne, hollandaise, belge ou luxembourgeoise, devenus des concitoyens au sein de la patrie artificielle qu'aura enfantée la cervelle des technocrates?

Il va de soi que, faute de goût pour les chimères, je fais mienne la première conception. Mais la seconde porte tous les espoirs et toutes les illusions de l'école supranationale. Pour ces champions de l'intégration, l'« exécutif » européen existe déjà bel et bien: c'est la Commission de la Communauté économique, formée, il est vrai, de personnalités désignées par les six Etats, mais qui, cela fait, ne dépend d'eux à aucun égard.

A entendre le chœur de ceux qui veulent que l'Europe soit une fédération, quoique sans fédérateur, l'autorité, l'initiative, le contrôle, le budget, apanages d'un gouvernement, doivent désormais appartenir, dans l'ordre économique, à ce chœur d'experts, y compris - ce qui peut être indéfiniment extensif - au point de vue des rapports avec les pays étrangers.

Quant aux ministres « nationaux », dont on ne peut encore se passer pour l'application, il n'est que de les convoquer périodiquement à Bruxelles, où ils recevront dans le domaine de leur spécialité les instructions de la Commission.

D'autre part, les mêmes créateurs de mythes veulent faire voir dans l'Assemblée, réunissant à Strasbourg des députés et des sénateurs délégués par les Chambres des pays membres, un « Parlement européen », lequel n'a, sans doute, aucun pouvoir effectif, mais qui donne à « l'exécutif » de Bruxelles une apparence de responsabilité démocratique. (...)

A quelle profondeur d'illusion ou de parti pris faudrait-il plonger, en effet, pour croire que des nations européennes, forgées au long des siècles par des efforts et des douleurs sans nombre, ayant chacune sa géographie, son histoire, sa langue, ses traditions, ses institutions, pourraient cesser d'être elles-mêmes et n'en plus former qu'une seule? A quelles vues sommaires répond la comparaison, souvent brandie par des naïfs, entre ce que l'Europe devrait faire et ce qu'ont fait les Etats-Unis, alors que ceux-ci furent créés, eux, à partir de rien, sur une terre nouvelle, par des flots successifs de colons déracinés? Pour les Six, en particulier, comment imaginer que leurs buts extérieurs leur deviennent soudain communs, alors que leur origine, leur situation, leur ambition, sont très différentes?"

Charles de Gaulle - "Mémoires d'espoir", 1970

Gaullistes : contribuer à l'union du peuple de France

Au sein de l'Arc Républicain de Progrès, les gaullistes apportent leur contribution naturelle à sa nécessaire démarche de rupture d'avec la funeste politique actuelle du pouvoir. En phase avec la révolte éclairée du peuple français, ils combattent sans merci l'ensemble des complices de l'oligarchie financière, y compris ceux qui se prétendent de gauche, de même que la politique qu'ils mènent dans une pseudo alternance. De droite comme de gauche, la politique des gouvernements européens est toujours la conséquence de leur programme commun maas-trichtien et de l'application des directives de l'Empire Euro Atlantique. Cette politique antisociale et de renoncement national a nettement été rejetée en mai 2005 par le peuple souverain à travers son refus majoritaire d'une constitution européenne, imposée par la force lors d'un coup d'État institutionnel et la trahison d'une majorité de parlementaires félons, en février 2008 !

Dans l'illégitimité dans laquelle évolue le pouvoir, seule une dynamique de rassemblement populaire, visant à unir la majorité des citoyens et des patriotes, notamment les communistes et les gaullistes, en prenant exemple sur l'esprit et l'union de la Résistance. Son union sur des bases patriotiques, républicaines et sociales permettra à notre peuple de reconquérir sa souveraineté inaliénable et de rendre à la France sa totale indépendance. Ce « compromis historique », la remise à l'ordre du jour du programme du CNR, permettrait à la France de revenir à l'application de son idéal de démocratie. (la suite ->)



Le Capital n'a pas de patrie LA LUTTE DE CLASSE A PRIS UN CARACTÈRE NATIONAL

Lorsque Cohn-Bendit, Négri, Strauss-Kahn, Rocard, Giscard et les autres fédéralistes européens expriment leur haine de la nation, c'est en réalité une haine du peuple et de la République qu'ils manifestent. C'est une haine de classe au service de l'Europe supranationale, instrument destiné à pérenniser la dictature d'une globalisation capitaliste, menée par la finance mondialisée. Une haine de classe car de nos jours, les capitalistes n'ayant plus de patrie, les Etats-Nations sont devenus, au service des peuples, les principaux obstacles à la domination de ce totalitarisme sous hégémonie germano-américaine, lequel en-

tend bien les détruire.

Pourtant, la réalité nationale est bien vivante. En France, avec la République, la laïcité et la question sociale, desquelles elle est indissociable, elle reste au cœur du combat populaire pour la liberté, la paix, la démocratie, le progrès et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

« La voie du peuple : c'est la Nation républicaine laïque, démocratique et sociale . »

Gaulliste : contribuer à l'union du peuple de France (suite)

de République sociale tout en rétablissant l'autorité de l'État, régulant pour le bien public une société, élaborée selon le choix populaire. Le Comité Valmy attaché depuis sa création à cette pluralité, a amené d'autres mouvements à se regrouper dans cette voie, et d'autres seront bientôt candidats à contribuer à la victoire.

« Quand il s'agit de l'indépendance et de la grandeur de la patrie, il existe, entre tous les Français, une solidarité vitale, un domaine commun et indivis, pour la défense duquel ils ont ensemble versé de siècle en siècle, et tout récemment encore, tant de sang et tant de larmes que toute prétention ou surenchère en sont exclues sous peine de sacrilège et ou est de mise que le simple respect de l'humble amour de la France. » CDG - Discours d'Épinal 29/6/1946

Longtemps, le PCF a défendu une position qui était naturellement à la fois internationaliste et nationale. Le rôle éminemment patriotique des communistes, notamment dans la Résistance et, un peu plus tard, contre la CED, en témoigne. En septembre 1952, lors d'une réunion du Comité Central à Montreuil, Jacques Duclos lançait même un appel "Pour un puissant Front National Uni" contre la CED, projet d'Europe supranationale de la « Défense » et relai déjà, de la menace américaine et atlantiste.

Cette permanence de la soumission de cette Europe à l'impérialisme américain et à sa politique d'agression et de guerre, n'a jamais été démentie. Elle se trouvait encore confirmée, dans le projet fédéraliste de « Constitution européenne », ultra-libéral, totalitaire et toujours atlantiste. Il serait utile d'étudier cela d'un point de vue historique...

A une autre époque, pour ces mêmes raisons, Georges Marchais et d'autres responsables du PCF furent tentés par un changement d'alliance et de stratégie, symbolisé par le mot d'ordre d'Union du peuple de France. Je suis de ceux qui pensent que si cette ligne politique n'était pas restée velléitaire, si elle avait été développée, elle seule aurait pu permettre de résister efficacement et à la mobilisation populaire, d'avancer sur des objectifs conformes à la réalité concrète.

C'est le contraire qui s'est produit en conséquence de la stratégie délétère d'"union de la gauche" qui a mis les forces populaires sous la direction des dirigeants atlantistes d'un parti socialiste, social libéral, antinational et maastrichtien. Cette stratégie inspirée de la Résistance, tentée par Jacques Duclos en 1952 et envisagée plus tard par Georges Marchais, reste aujourd'hui pertinente. Elle seule peut ouvrir le chemin d'un rassemblement populaire majoritaire.

Pendant longtemps sur des positions de principe, lorsque les partisans du nihilisme national insistaient sur la phrase tronquée de Marx "les prolétaires n'ont pas de patrie", les communistes répliquaient que la classe ouvrière n'était pas hostile à la nation, mais qu'elle devait avoir pour objectif d'y conquérir le pouvoir politique accaparé par la bourgeoisie dominante. Marx et Engels prévoient lucidement que le moment viendrait où la classe ouvrière devrait s'ériger en classe nationalement dirigeante, « devenir elle-même la nation. » Aujourd'hui, prenons-en conscience, en Europe particulièrement, ce sont les capitalistes financiers qui n'ont plus de patrie. Les dirigeants américains, tout en étant eux-mêmes des nationalistes bellicistes, entendent détruire les Etats-Nations, qui sont pour les peuples les bases de leur résistance et deviennent le cadre privilégié du combat démocratique.

La lutte de classe a pris un caractère national.

(suite)

Le peuple laborieux, dans le combat actuel, doit s'unir et reconquérir la souveraineté populaire et nationale, rétablir la République et la démocratie. C'est le seul chemin vers le progrès social et l'émancipation. Par opposition aux pratiques de soumission de la social-démocratie maastrichienne, le moment est venu d'une rupture franche. Celui de la construction d'une alternative populaire, démocratique, anti-impérialiste, patriotique, républicaine et sociale.

L'internationalisme passe par la résistance populaire des nations et des peuples, par leur alliance. Toute Europe supranationale est incompatible avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Un rassemblement pluraliste, du type de celui de la Résistance, est à l'ordre du jour.

Claude Beaulieu, militant communiste, président du Comité Valmy. début 2006

« Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot. ...Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles »

(Marx et Engels, le Manifeste du Parti communiste.)



HISTORIQUE DE L'ARC RÉPUBLICAIN DE PROGRÈS

Le samedi 21 juin 2008, des représentants du Comité Valmy, du Pôle de Renaissance Communiste en France, du Rassemblement des Citoyens pour la République et du Collectif Républicain de la Gauche Gaulliste ont décidé de se coordonner pour la réalisation d'actions communes et la recherche d'une alliance durable, dans un rassemblement républicain, patriotique et de progrès social à construire, que nous nommons : Arc Républicain de Progrès. Cette rencontre a été rendue possible à partir des convergences qui existent entre nos organisations :

- En premier lieu sur l'accord existant quant au programme du Conseil National de la Résistance, qui demeure l'énonciation la plus limpide des principes du régime politique et social que nous voulons aujourd'hui pour la France, et dont nous souhaitons la réactualisation, dans la perspective d'une politique alternative conforme à l'intérêt du peuple et de la nation, de la reconquête de leur souveraineté.

- En second lieu sur la nécessité de s'affranchir de l'Union Européenne irréfondable, de défaire les traités européens supranationaux en les remplaçant, par des traités de coopération, rendant leur liberté aux Etats et aux nations, et qui permettraient également de rompre avec les politiques néo-libérales qui leur furent imposées. Les volontés populaires exprimées lors des référendums français, néerlandais et irlandais doivent être respectées, les peuples ne veulent plus de ce

système fédéral.

Mais aussi sur le fait que notre combat s'inscrit dans un contexte international de lutte pour l'indépendance des Nations et des peuples souverains, pour la paix et dans un monde multipolaire, contre tous les impérialismes et en premier lieu, contre celui des USA et la globalisation néolibérale qu'il orchestre, contre tous les agissements qui visent à provoquer des chocs de civilisations. Il est prévu que d'autres organisations et des personnalités soient invitées à rejoindre ce rassemblement qui a naturellement vocation à s'élargir car il s'inscrit dans une démarche de Résistance et d'union du peuple Français autour de la Nation et de la République. Une perspective de rassemblement populaire que nous considérons comme étant majoritaire.

Les Clubs Penser la France animés par Jean-Luc Pujo ont rejoint l'ARP lors du colloque du 10 octobre 2009 et le Front Syndical de Classe y participe à titre d'observateur depuis la même date.

Et vous ?

Participer à l'Arc Républicain de Progrès est une décision importante que doivent prendre toutes les organisations défendant sincèrement les valeurs républicaines, les libertés démocratiques et les intérêts du peuple de France. Par delà les appareils, les composantes de l'Arc républicain de Progrès accueillent fraternellement tous les citoyens, dans l'esprit salvateur de la Résistance .

ARC RÉPUBLICAIN DE PROGRÈS

L'union du peuple de France est maintenant une urgence !



L'Arc Républicain de Progrès
(arcrepublikain@gmail.com) regroupe :

- Le Comité Valmy, (info@comite-valmy.org)
- Le Pôle de Renaissance Communiste en France (prcf.predel@wanadoo.fr)
- Résistance et Renouveau Gaulliste, (pgblache@wanadoo.fr)
- Le Comité Républicain des Gaullistes de Gauche,
- Le RCR (contact@r-c-r.org)
- Les Clubs Penser la France (penserlafrance@yahoo.fr)
- Le Front syndical de Classe, (observateur.frontsyndical.classe@laposte.net)